

# FLASH INFO ISR

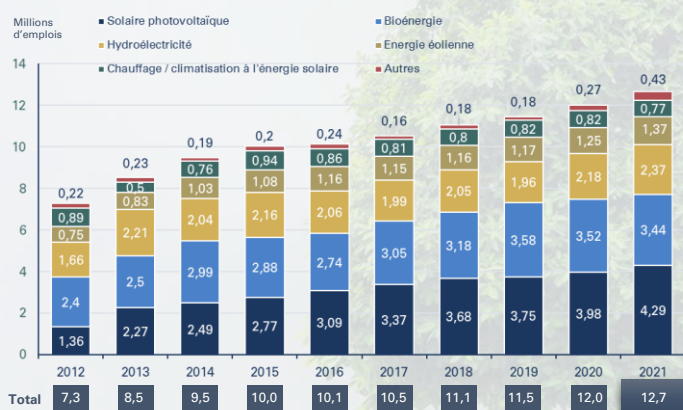
Novembre 2023 — Numéro 76

## ENVIRONNEMENT



### Croissance continue du nombre d'emplois dans les énergies renouvelables

Depuis 2012, le secteur des énergies renouvelables poursuit sa progression. Ainsi, en 2022 il employait plus de 12 millions de personnes, directement et indirectement contre 7,5 millions en 2012. La plupart de ces emplois se trouve dans l'industrie de l'énergie solaire photovoltaïque, la bioénergie (biofuel, biomasse, biogaz) et l'hydroélectricité (emplois directs). L'énergie éolienne arrive en troisième position, suivie par le chauffage solaire et d'autres secteurs plus à la marge (géothermie, centrales solaires thermodynamiques, pompes à chaleur, valorisation des déchets municipaux et industriels, ou encore énergie marémotrice).



### 1 500 GW d'énergie renouvelable en "file d'attente"

Les réseaux électriques seraient-ils le maillon faible de la transition énergétique? C'est la crainte que pointe un récent rapport de l'IAE (Agence Internationale de l'Energie) au regard du manque ou du mauvais état du réseau actuel mondial. En effet il faudrait ajouter ou remplacer **80 millions de kilomètres** de lignes électriques d'ici à 2040, soit une quantité égale au réseau mondial existant. Pour faire simple, la croissance des technologies dans le solaire et l'éolien a été rapide, et c'est tant mieux, mais le **déploiement du réseau ne suit pas** et c'est un comble... Les investissements annuels doivent absolument doubler pour atteindre plus de **600 Mds\$** par an d'ici à 2030. Les conséquences de cette **inadéquation** sont déjà là : un **nombre croissant de projets** d'énergies renouvelables attendent le feu vert pour être connectés au réseau. Aux Etats-Unis et en Europe, où les "files d'attente" sont les plus importantes, cela représente **1 500 gigawatts**, soit cinq fois la quantité de capacité solaire photovoltaïque et éolienne ajoutée dans le monde l'année dernière. De quoi ralentir considérablement l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici à 2100. Parmi les pistes suggérées, une consiste à **étendre et renforcer les interconnexions des réseaux au sein des pays, entre les pays et entre les régions**. Les **développeurs** et les **opérateurs** sont aussi incités à adopter la **numérisation** pour permettre aux futures infrastructures d'être plus résilientes et flexibles. Evidemment il y a **urgence**. Pour le directeur de l'AIE, « nous devons investir dans les réseaux aujourd'hui ou faire face à une impasse demain. »

Sources : OIT - L'Usine Nouvelle - Les Echos



## FINANCE DURABLE

### Adoption de la directive sur le reporting de durabilité des entreprises

Après de nombreuses discussions, plusieurs polémiques et même une motion d'objection, la **directive européenne CSRD** - Corporate Sustainability Reporting Directive - qui entre dans le Pacte Vert européen, a finalement été approuvée et entrera en vigueur dès **janvier 2024**.

Avant cette nouvelle réglementation, 11 700 grandes entreprises européennes étaient déjà soumises à des obligations de publication de reporting extra-financier ; elles seront désormais **50 000**. Qui est concerné? Toutes celles dont le **chiffre d'affaires** annuel est supérieur à **50 M€** (contre 40 M€ auparavant) et dont le **bilan** est supérieur à **25 M€** (contre 20 M€ auparavant). Le seuil du **nombre d'employés** n'est en revanche pas modifié et reste fixé à **250**. L'amendement de l'Accounting Directive aura pour conséquence de réduire le nombre d'entreprises soumises à la CSRD dans sa première phase d'application (2024-2025), les **PME** n'étant concernées qu'à partir du 1er janvier **2026** avec des normes de reporting allégées.

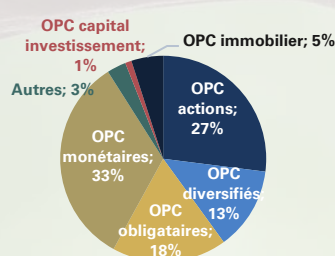
En France, la culture de la transparence des données extra-financières est déjà ancienne, puisque dès 2010, la loi Grenelle II, via son article 75, avait introduit un outil de mesure et de suivi des émissions de gaz à effet de serre des organisations et des collectivités territoriales.

### L'investissement responsable en France toujours en hausse

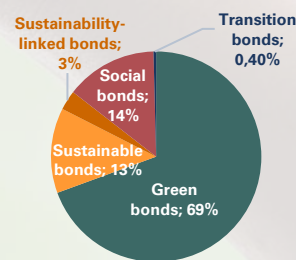
Le 5 octobre, l'Association Française de la Gestion financière (AFG) a publié les résultats de son **enquête annuelle** sur

l'**investissement responsable** (IR). Fin 2022, l'encours de la gestion IR en France s'établit à **2 240,7 Mds€**, soit une hausse de **+6,9%** en 1 an, à périmètre constant. **95%** de ses encours sont classés **Article 8**, c'est-à-dire promouvant des caractéristiques environnementales et/ou sociales, et 5% sont classés Article 9, c'est-à-dire avec un objectif environnemental et/ou social. Les obligations vertes, durables, sociales et de transitions s'élevèrent à **131,3 Mds€**, avec une forte prédominance des **obligations vertes** (69%). 74% des encours IR sont détenus par des **investisseurs institutionnels** et le reste par des particuliers. Concernant les **labélisations**, **77%** des 1 174 fonds gérés en France ont le **label ISR**, 1,4% ont le label Greenfin et 0,7% le label Finansol. Parmi les autres labels IR non français, le label belge pratiquant des exclusions sectorielles plus contraignantes est le plus représenté. Les évolutions attendues du label ISR français pourraient faire évoluer les prochaines statistiques.

Répartition par classes d'actifs des encours des OPC IR gérés en France



Exposition des SGP aux obligations durables et assimilés



Sources : Carbone4 - AFG





## GOUVERNANCE

### Gouvernance responsable : la France reste leader

Le baromètre de l'Institut Français des Administrateurs (IFA) et Ethics&Boards montre une **progression de l'intégration RSE** au niveau de la gouvernance des entreprises du **SBF120**. Parmi les améliorations des pratiques observées en 2023 *versus* 2015, le rapport souligne en particulier i) Le passage de 25% à 80% des conseils d'administration disposant d'un comité en charge de la RSE ii) La poursuite de la tendance de **séparation des fonctions** P/DG qui atteint 68% vs 51%, iii) Le **doublage** de la part des administrateurs **représentants les salariés** et les salariés actionnaires au sein des conseils, iv) le passage de 56% à 61% du taux d'**indépendance des conseils**, v) l'augmentation du taux de **féménisation des conseils** (46,6% vs 33,3%), vi) Le nombre de **femmes** occupant des postes de **PDG, DG** ou **présidente** du directoire est de 14 vs 1, vii) La part des **femmes** au sein des **comex** a presque doublé atteignant 27,3%. Enfin, viii) l'accélération des **résolutions Say-on-climate** depuis 2020, avec 8 résolutions déposées parmi les entreprises du SBF 120. Forte de toutes ses améliorations continues, la **France** reste leader en matière de gouvernance responsable devant **l'Allemagne**, la **Grande-Bretagne** et les **Etats-Unis**.

### Le Say-on-climate ne sera finalement pas imposé

La très attendue commission mixte paritaire réunissant députés et sénateurs sur la loi française de l'industrie verte aura finalement tourné court. En juillet dernier pourtant, contre l'avis du gouvernement, une majorité de députés avaient approuvé l'**amendement Say On Climate**, déposé par un député Renaissance, proposant un vote (**non contraignant**) des actionnaires sur la stratégie climat des entreprises cotées. Le 9 octobre dernier, avant même que cette commission n'ait commencé à débattre, l'amendement a été retiré. Pour nombre d'entreprises, pour les organisations patronales, en particulier l'Afep, c'est un **soulagement**. A l'inverse, pour nombre d'acteurs de la finance durable, c'est une **grosse déception** car cela va à l'encontre du dialogue nécessaire entre direction et actionnaires sur les stratégies climats. Pour rappel, cette année, neuf sociétés ont fait voter leurs plans climatiques aux actionnaires : **Schneider Electric, Vallourec, TotalEnergies, Covivio, EDF, Alterea, Klepierre, Icade et Amundi**. Tous ont remporté un score sans appel de 93,3 % en moyenne, en hausse par rapport à l'an dernier (87,9 %).

Source : Scalens – ADP – Les Echos



## EN BREF

◆ **Axa** a renforcé son **programme de prévention santé et d'inclusion**. Baptisé **We Care**, ce plan vise l'ensemble des collaborateurs dans les 51 pays où est implanté le groupe.

◆ **Veolia** vient de remporter à **Hong Kong** un contrat d'une valeur de plus de 2 milliards d'euros sur une vingtaine d'années - ce qui en fait l'un des plus gros marchés remportés par le géant français des services à l'environnement. Le gouvernement Hong Kongais a attribué à une société commune réunissant Veolia (80 %) et l'entreprise publique China State Construction (20 %) un contrat portant sur la **conception, la construction et l'exploitation** de l'extension d'une unité de **stockage de déchets non recyclables**. Il pourra traiter jusqu'à **90 millions de tonnes** de déchets sur vingt ans. La création de cette unité, prévue en 2027, s'accompagnera de la mise en place d'une **technologie de pointe en matière de captage du méthane** dégagé par le stockage des déchets.

◆ **Nokia** : en raison du ralentissement des ventes d'équipements 5G sur plusieurs marchés, notamment celui d'Amérique du Nord, le géant finlandais des télécoms cherche entre 800 millions d'euros et 1,2 milliard d'euros d'économies de coûts d'ici 2026 ; il a annoncé que cela passera par la **suppression de 14 000 emplois**.

◆ Après six semaines de grèves, les **trois principaux constructeurs de l'automobile aux États-Unis** ont signé des accords avec le syndicat UAW (United Auto Workers). **General Motors** a rejoint **Ford** et **Stellantis** en acceptant des hausses des salaires de base de 25 %, d'ici à 2028, un gain salarial total de plus de 30 % et des avantages sociaux. C'est inférieur aux 40% initialement réclamés, mais nettement supérieur aux 9% initialement proposés.

◆ **131 entreprises** (pesant 128 Mds\$ de chiffre d'affaires mondial), comprenant **Bayer, Volvo, Décathlon, Ikea, Nestlé, Danone, Heineken, eBay et Unilever**, interpellent les gouvernements. Dans une lettre diffusée le 23 octobre, coordonnée par la coalition We Mean Business, ils leur demandent de fixer des objectifs et un calendrier pour l'élimination progressive des **combustibles fossiles "unabated"** (sans captage ou stockage du CO<sub>2</sub>) et prônent un objectif de division par deux des émissions de CO<sub>2</sub> durant cette décennie, en triplant la capacité d'électricité à partir de sources renouvelables et en doublant le taux de déploiement de l'efficacité énergétique d'ici à fin 2030.



## VOTRE CONTACT



**Murielle HERMELLIN**

Responsable ISR



[Murielle.hermellin@bred.fr](mailto:Murielle.hermellin@bred.fr)



[www.promepar.fr](http://www.promepar.fr)



[www.linkedin.com/company/25263774](https://www.linkedin.com/company/25263774)

PROMEPAR AM est signataire de

